

Nouvelles de la Convention



L'Afghanistan préside la réunion du Comité de coordination de la Convention

Genève le 26 janvier 2018 – À la suite de la **Seizième Assemblée des États parties** et des progrès accomplis en 2017 avec l'adhésion de Sri Lanka et de la Palestine à la Convention - S.E. Suraya Dalil, Ambassadrice d'Afghanistan en Suisse et à l'ONU à Genève et Présidente de la dix-septième Assemblée des États parties (17MSP en anglais), a tenu la première réunion du **Comité de coordination** de la Convention.

Le 26 janvier, les divers comités qui composent le Comité de coordination ont présenté leurs projets initiaux pour appliquer leurs mandats en faveur de la Convention.

Le Comité de coordination comprend 17 États parties (l'Afghanistan, l'Algérie, la Belgique, le Canada, le Chili, la Colombie, la Croatie, l'Équateur, Iraq, le Mozambique, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, la Suède, la Suisse, Thaïlande, le Royaume-Uni) et quatre organisations observatrices (l'ICBL, le CICR, le CIDHG, et l'UNODA).

Les 17 États travaillent dans quatre comités (le **Comité sur l'application de l'article 5**, le **Comité coopératif sur la conformité**, le **Comité sur l'assistance aux victimes**, et le **Comité pour le renforcement de la coopération et de l'assistance**) pour promouvoir l'application de la Convention tout au long de l'année.

L'Afghanistan en tant que présidence de la Convention

L'Ambassadrice Dalil a souligné que l'une des ambitions de l'Afghanistan au cours de sa présidence est de promouvoir l'universalisation de la Convention et ses normes particulièrement dans la région de l'Asie centrale où l'adhésion est faible. L'Afghanistan continuera également à promouvoir l'application de la Convention.

«Les Parties à la Convention ont fait des progrès substantiels. Cependant, nous devons déployer des efforts concertés et ciblés, développer des associations innovatrices et des partenariats intelligents pour atteindre les objectifs fondamentaux de la Convention et notre ambition d'un monde sans mines d'ici à 2025», a déclaré l'Ambassadrice.

L'Afghanistan, l'un des pays les plus touchés par les mines dans le monde, gère également l'un des plus importants programmes d'action contre les mines, ce qui a permis d'accroître d'expertise nationale en matière de déminage.

«L'Afghanistan est prêt à partager les leçons apprises et les meilleures pratiques avec les États parties touchés qui ont besoin d'une assistance technique pour s'attaquer aux problèmes causés par les mines antipersonnel», a déclaré l'Ambassadrice Dalil.

En plus de diriger les travaux des États parties durant l'année, y compris une conférence de donateurs et des réunions intersessions, l'Ambassadrice Dalil présidera les travaux de la 17e Assemblée des États parties du 26 au 30 novembre 2018 aux Nations Unies à Genève.